Jean-Guy Vaillancourt

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

1982

“Le mouvement écologiste québécois des années ‘80”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Guy Vaillancourt,

“Le mouvement écologiste québécois des années ‘80.”

Un article de Jean-Guy Vaillancourt, “Le mouvement écologiste québécois des années ‘80” publié dans l’ouvrage sous la direction de Serge Proulx et Pierre Vallières, *Changer de société. Déclin du nationalisme, crise culturelle. Alternatives sociales au Québec*. Chapitre 6, pp. 143 à 163. Montréal : Éditions Québec-Amérique, 1982, 298 pages.

M. Jean-Guy Vaillancourt est sociologue au département de sociologie de l’Université de Montréal.

[Autorisation accordée par M. Jean-Guy Vaillancourt le 9 mars 2004]

Courriel : jean.guy.vaillancourt@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 17 octobre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

“ Le mouvement écologiste québécois des années ‘80. ” (1982)

par Jean-Guy Vaillancourt

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Serge Proulx et Pierre Vallières, *Changer de société. Déclin du nationalisme, crise culturelle. Alternatives sociales au Québec*. Chapitre 6, pp. 143 à 163. Montréal : Éditions Québec-Amérique, 1982, 298 pages.

« Il faudra quelques bonnes initiatives, dans le contexte de la crise naissante (à nouveau!) du système capitaliste en vue de faire surgir la coalition de l'avenir humain; celle du Travail et de la Culture, des mouvements syndicaux et de la Femme, des luttes contre la pollution et la guerre nucléaire, des mouvements d'égalité et de libération nationale. »

Stanley BRÉBAUT-RYERSON,

« Mouvement ouvrier et question nationale », *Conjoncture politique au Québec*, no 1, hiver 1981-1982, p. 93.

Il est toujours bien tentant, lorsque l'on a étudié un tant soit peu un phénomène social quelconque, de se lancer dans les prévisions et les prédictions à son sujet. Néanmoins, je n'ai pas l'intention de jouer ici au futurologue, de me lancer dans un exercice de prospective, ni encore moins de faire des prophéties concernant le mouvement écologiste québécois des années à venir. Mon but est plus modeste, et plus prosaïque à la fois. J'aimerais tout simplement décrire la situation actuelle de ce mouvement telle que je l'entrevois aujourd'hui, tout en indiquant quelques-unes des voies possibles dans lesquelles il semble en train de s'acheminer à court terme, compte tenu de la conjoncture économique et politique que nous traversons actuellement au Québec. Depuis une couple d'années, le mouvement écologiste québécois paraît prendre un nouveau virage qui risque de le rendre méconnaissable pour ceux qui seraient portés à l'examiner uniquement à la lumière de ce qu'ils ont

entrevu ici et ailleurs au début des années soixante-dix ¹. Je pense donc qu'il vaut la peine d'essayer de faire le point sur cette transformation en cours, en tentant de déceler la direction dans laquelle ce mouvement semble se réorienter présentement.

Le mouvement écologiste québécois est un ensemble disparate d'associations, de groupes et d'individus qui ont surtout été intéressés, depuis une douzaine d'années, par les problèmes de la pollution de l'air, de l'eau et des sols, par la question du gaspillage et de la pénurie des ressources naturelles (surtout énergétiques), par le danger de la contamination radioactive, et, plus récemment, par les problèmes des déchets toxiques et des pluies acides, en somme, par les questions fondamentales de la qualité de la vie et de plus en plus de la simple survie de l'humanité ².

Des gens se sont organisés pour se défendre et pour défendre le grand public contre les appareils technocratiques et bureaucratiques et contre les entreprises économiques qui sont les principaux responsables de la crise qui menace l'équilibre écologique de notre coin de la planète. Ce mouvement veut jeter les bases d'une vie sociale différente, où le respect de la nature et des autres, où la convivialité, la démocratie et la justice sociale, seront considérés comme plus importants que la programmation de faux besoins, le productivisme aveugle, la consommation à outrance, la course effrénée aux privilèges, et la domination et l'exploitation de la nature et des humains.

Il existe au Québec un mouvement écologiste original, très diversifié, et dont les origines lointaines remontent, comme c'est le cas pour les mouvements écologistes français et états-unien, aux préoccupations conservatrices de certaines élites sociales et scientifiques de la première moitié du XXe siècle. Toutefois, c'est vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, suite à une prise de conscience assez généralisée face à la crise de l'environnement (songeons aux premiers écrits du Club de Rome en 1968, au Jour de la Terre en 1970, au Congrès de 1972 à Stockholm), que le mouvement écologiste québécois a réussi à démarrer. C'est en 1970 que l'on voit naître des groupes environnementalistes comme STOP (Society to Overcome Pollution), la SVP (Société pour vaincre la pollution), et le CQE (Conseil québécois de l'environnement), et des revues comme *Québec-Science*, le bulletin *De toute urgence* et la revue *Québec-Écologie* (qui est malheureusement morte après une seule parution). Les groupes Sauvons-Montréal et Espaces-Verts naîtront l'année suivante et le Conseil consultatif de l'environnement sera créé par le gouvernement du Québec en 1972.

¹ La crise de croissance que traversent actuellement la SVP et plusieurs autres groupes écologistes québécois témoigne de cette transformation.

² Jean-Pierre Rogel, à la suite de Michel Bosquet, utilise l'expression (da nébuleuse écologique) pour décrire cette faune et cette flore bigarrées qu'est le mouvement écologiste québécois. Voir Jean-Pierre ROGEL, *Le paradis de la pollution*, Montréal, Éditions Québec-Science, 1981, pp. 126-130. Le titre de cet excellent ouvrage vient sans doute de Ralph Nader, défenseur des consommateurs et leader écologiste états-unien qui a traité le Québec de « paradis de la pollution » lors d'une manifestation antipollution à Montréal à l'occasion du Jour de la Terre en mai 1981.

L'opinion publique deviendra elle aussi de plus en plus consciente des menaces que l'incurie des pollueurs et des gouvernements fait peser sur l'écosphère. Enfin, un mouvement communautaire fortement imprégné d'écologie s'est développé lui aussi au début des années soixante-dix parmi les contre-culturels urbains et ruraux, par exemple à travers le vaste réseau de coopératives d'alimentation naturelle. *Le Répertoire québécois des outils planétaires* date de cette époque.

Avec la crise du pétrole de 1973, certains de ces groupes environnementalistes ont pris un second souffle et se sont radicalisés davantage. De nouveaux groupes écologistes, souvent plus populaires et plus activistes que les premiers, ont surgi, tels le Mouvement pour l'agriculture biologique, le Monde à bicyclette, et les Amis de la terre de Québec. La question du nucléaire suscita la naissance de divers groupes locaux (à Lotbinière et à Trois-Rivières entre autres) et de vastes coalitions tels le Regroupement pour la surveillance du nucléaire (1975), et, en 1977, le Front commun anti-nucléaire, puis le Comité écologique anti-nucléaire qui se transforma au début de 1978 en l'Alliance-Tournesol. J'ai déjà décrit et analysé assez longuement ailleurs l'origine, l'histoire et les caractéristiques de ces divers groupes écologistes et anti-nucléaires, ainsi que leurs tentatives de regroupement, qui ont toujours avorté, étant donné les différences idéologiques qui les séparaient ³.

C'est finalement sur la base de fronts communs, tel le Front commun pour un débat public sur l'énergie, créé en 1979, sous l'impulsion d'un comité animé par Pierre Lacombe de la SVP, que l'unité d'action s'est forgée. C'est ce Front commun qui a organisé, en février 1981, un colloque et une semaine sur l'énergie qui a finalement réussi à obtenir des Libéraux puis du P.Q. une promesse électorale à l'effet que le gouvernement élu organiserait la tenue d'un débat public sur l'énergie ⁴. Comme le débat public n'a pas été mis sur pied après les élections, le Front commun continue à exister, à informer, et à lutter pour obtenir un tel débat.

L'année 1981 a donc été, pour le mouvement écologiste, une année de travail et de discussions sur les questions d'énergie. L'Alliance-Tournesol et le Regroupement pour la surveillance du nucléaire, par exemple, ont publié, dans le but de sensibiliser la population québécoise à ces questions, une série d'articles et de lettres dans *Le Devoir* sur diverses facettes de la question énergétique ⁵. Cette collaboration entre l'Alliance-Tournesol, qui est

³ Jean-Guy Vaillancourt, « Évolution, diversité et spécificité des associations écologiques québécoises : de la contre-culture et du conservatisme à l'environnementalisme et à l'éco-socialisme », *Sociologie et sociétés*, (1) avril 1981, pp. 81-98, et Jean-Guy Vaillancourt, « Les Québécois ont-ils besoin du nucléaire ? Le point de vue des groupes anti-nucléaires québécois », *De toute urgence*, XII (2), août 1981, pp. 231-243.

Ces deux articles signalent plusieurs autres sources utiles à consulter concernant les groupes écologistes et anti-nucléaires québécois.

⁴ Jean-Guy Vaillancourt, « Le débat public sur l'énergie aura-t-il lieu ? », *Possibles*, 5 (3-4), 1981, pp. 277-288.

⁵ Voir entre autres les articles suivants, écrits en collaboration par les membres de ces deux groupes:

francophone, et le Regroupement pour la surveillance du nucléaire, qui est surtout composé d'anglophones, continuera sans doute en 1982 et au-delà, aussi longtemps que le fédéral tentera d'embarquer le Québec dans la désastreuse aventure économique des centrales nucléaires CANDU. Pour dépanner une industrie qui est en train de couler à pic, Ottawa tente par tous les moyens d'intéresser le Québec et certains pays du Tiers-Monde à opter pour des réacteurs CANDU. Si jamais cette tentative réussissait, cela ne pourrait que réactiver un mouvement anti-nucléaire québécois que le moratoire du gouvernement du Québec avait réussi à calmer ⁶.

Une partie des efforts des militants anti-nucléaires est présentement drainée vers l'opposition aux armes nucléaires que brandissent depuis plus d'un an le président Reagan et ses acolytes, parce que ce danger du nucléaire militaire est particulièrement aigu et pressant à l'heure actuelle. Avec l'accroissement de l'opposition populaire au nucléaire civil et militaire que révèlent les sondages depuis quelques années, il n'y a pas de doute que le mouvement contre les centrales nucléaires pourra redémarrer en force aussitôt que le danger de nouvelles constructions de centrales se fera plus réel. Mais la lutte contre les armes nucléaires est aussi un combat écologique, car ce qui est en jeu ici, c'est aussi la survie de la planète et de ses habitants.

Des groupes comme l'Alliance-Tournesol, Projet Ploughshares et le Regroupement pour la surveillance du nucléaire ont travaillé d'arrache-pied pour organiser une participation québécoise aux événements qui eurent lieu durant la Deuxième Session Spéciale des Nations Unies sur le Désarmement (ou SSNUD-II) du 7 juin au 9 juillet 1982 à New York, organisée à la demande des pays non alignés et de ceux du Tiers-Monde. Une manifestation internationale géante s'est tenue le 12 juin entre le siège des Nations Unies et Central Park à laquelle ont assisté des écologistes et des pacifistes du monde entier. Les principaux thèmes de cette marche ont été: arrêtez de produire, commencez à réduire l'arsenal nucléaire et réorientez les ressources pour satisfaire aux besoins de l'humanité. Le 13 juin, eut lieu une convocation religieuse internationale sur la paix et le 14 juin, une action de désobéissance civile devant les ambassades des pays nucléaires. Une grande Marche pour la Paix, avec la participation des moines bouddhistes japonais est partie de Montréal pour New York le 3 avril 1982 pour se rendre à ces manifestations.

« La politique québécoise de conservation d'énergie », *Le Devoir*, mardi 10 février 1981, pp. 9-10.

« Pour un débat public sur l'énergie », *Le Devoir*, lundi 5 octobre 1981, p. 14.

« Contre le nucléaire », *Le Devoir*, lundi 23 novembre 1981, p. 7.

⁶ Un nouveau genre de groupe anti-nucléaire a quand même été formé au début de 1981, avec une bonne participation de Montréalais. *L'organisation des personnes affectées par la radiation* tente de regrouper les personnes tombées malades après avoir été exposées aux radiations dans les mines et le transport d'uranium, dans les réacteurs nucléaires et dans le domaine médical. Le groupe s'est fixé comme première tâche de retrouver les personnes qui, comme Bjarnie Paulson d'Outremont, ont été impliquées dans les accidents, et dans les « nettoyages » subséquents, aux Laboratoires de Chalk River, en 1952 ou en 1958.

Ainsi, le mouvement écologiste anti-nucléaire rajoute à son opposition aux dangers des centrales une préoccupation beaucoup plus fondamentale et plus englobante, et aussi plus ancienne, pour des questions posées par une nouvelle escalade de la course aux armements. Cette réorientation des écologistes vers le pacifisme est fort compréhensible, car une guerre nucléaire serait évidemment un désastre écologique sans pareil, un génocide et un écocide absolus.

À un autre niveau, incontestablement moins politique mais tout de même très important, le mouvement écologiste s'est réorienté depuis quelques années vers une attention particulière pour les problèmes d'alimentation et de santé. La médecine préventive, la nourriture saine et naturelle, l'exercice physique et le plein air sont maintenant des axes importants dans l'idéologie et les programmes de plusieurs écologistes. Certains essaient par exemple de concilier cette nouvelle préoccupation avec des perspectives d'écologie politique⁷. On trouve aujourd'hui cette ouverture vers l'écosocialisme dans des groupes qui tentent de plus en plus d'allier une sensibilisation à l'égard d'une saine nutrition avec un intérêt pour les luttes des militants écologistes. On voit surgir un peu partout au Québec des restaurants et des magasins où la nourriture naturelle, les fruits et les légumes, les graines et les fèves de toutes sortes, prennent la place des aliments super-transformés et des concoctions chimiques dangereuses pour la santé ou ayant peu de valeur nutritive. De plus en plus de gens s'intéressent au végétarisme ou au moins à la diminution de la viande et de certains aliments nocifs de leur régime alimentaire, et perdent leur confiance magique dans les médicaments et les produits pharmaceutiques. Les non-fumeurs gagnent du terrain et deviennent plus militants dans leur lutte contre ceux qui rendent l'air irrespirable dans les lieux publics. Cette préoccupation pour les questions de survie que l'on rencontre dans le domaine de la santé se retrouvent à un niveau plus progressiste dans les luttes qui se dessinent pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Dans les universités et les écoles, les perspectives écologistes sont de plus en plus considérées comme acquises par plusieurs étudiants et enseignants, et elles sont en train d'y imprégner à la fois le curriculum et la vie quotidienne. Une des caractéristiques du mouvement écologiste des années 1980, c'est précisément l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes ayant une bonne formation scientifique qui militent dans des groupes et dans les médias pour protéger l'environnement biophysique, par l'analyse des causes et la présentation des solutions possibles à la crise actuelle. À l'Université du Québec et dans plusieurs cégeps, il existe maintenant des groupes de militants écologistes qui combattent la pollution et s'intéressent à l'aménagement des ressources. À l'Université de Montréal au Département de biologie, depuis quelques années, un Comité d'action pour la protection de l'environnement organise une imposante semaine de l'environnement pour conscientiser les gens. Des groupes comme Environnement-Jeunesse et les Jeunes naturalistes

⁷ Voir par exemple la chronique hebdomadaire sur la santé par le médecin-écologiste Serge Mongeau dans le journal *Dimanche-Matin*.

sensibilisent les jeunes à l'écologie de façon très concrète avant même qu'ils n'arrivent au cégep.

Parallèlement à l'importance accrue de l'écologie et de l'environnement dans les programmes scolaires et les maisons d'enseignement à tous les niveaux, on doit mentionner aussi l'ampleur qu'a prise la couverture des questions écologiques et environnementales dans les divers médias de masse. C'est cette année que sera lancée la série de films d'une demi-heure sur l'environnement préparés pour l'enseignement et pour la télévision par l'écologiste québécois de renommée internationale Pierre Dansereau⁸. De plus, chaque jour, des quotidiens comme *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*, entre autres, ont des articles intéressants sur l'actualité environnementale, et les programmes de radio et de télévision présentent continuellement des nouvelles et des dossiers sur l'énergie, la pollution, le recyclage, les groupes écologistes, et les politiques et programmes gouvernementaux en matière d'environnement⁹. D'une certaine façon, on peut sans doute dire que le mouvement écologiste, dans ce qu'il avait de plus radical et de plus flamboyant, est présentement dans une étape de repli et d'incubation, mais il est clair aussi qu'il est en train d'étendre sa base sociale dans plusieurs milieux et de diffuser ses perspectives dans les villes et les villages, dans les campagnes et les quartiers. Le travail se fait davantage en profondeur, grâce à l'école et aux médias, grâce aussi à la connaissance des enjeux qui se diffuse dans la population¹⁰.

Je ne veux surtout pas essayer de donner l'impression que le mouvement écologiste continue de croître à un rythme accéléré comme ce fut le cas à ses débuts durant les années '70. Il y a effectivement un certain essoufflement depuis quelques années. La crise économique actuelle, les coupures budgétaires et le danger d'une troisième guerre mondiale, font que la préoccupation pour la qualité de la vie au plan écologique a quelque peu cédé la place à la nécessité de tout simplement survivre, de s'assurer un emploi, de sauver les meubles et la maintenant qu'il y a quelques années, mais le travail d'éducation et de sensibilisation continue. L'écologie a toujours la cote d'amour dans les sondages, et la convergence du mouvement écologiste avec les autres mouvements sociaux progressistes fait en sorte que le mouvement de ressac a pu être amorti en partie. Le mouvement écologiste québécois n'est pas fortement structuré, mais sa faible organisation est compensée toutefois par la forte implication des gens qui en font partie. Et il possède une forte capacité de mobilisation qui peut se mettre en acte rapidement dans les moments de crise.

Deux des grands problèmes en 1980 et 1981, qui resteront primordiaux en 1983 et pour longtemps par la suite, ce sont le problème des déchets toxiques (qui n'a pas entendu parler du procédé Stalex ?) et celui, encore plus grave et

⁸ Sur Dansereau, voir l'excellente présentation de Thérèse DUMESNIL, Pierre Dansereau, l'écologiste aux pieds nus, Montréal, Nouvelle Optique, 1981.

⁹ À Montréal, des stations de radio communautaires comme CIBL et Radio Centre-Ville diffusent des émissions écologiques plusieurs fois par semaine.

¹⁰ On peut maintenant par exemple remplir tout un rayon de bibliothèque avec de bons ouvrages québécois qui traitent d'écologie et d'environnement.

dont on parle presque chaque jour dans les journaux, des fameuses pluies acides. Le livre de Jean-Pierre Rogel, cité plus haut, et l'action de la SVP depuis plus d'un an, sont en bonne partie centrés sur ces formes par excellence de la pollution des années '80. Les pluies acides, que certains ont qualifié de « la plus grave menace qu'ait jamais connue notre continent » sont en train de devenir l'enjeu d'une lutte écologique et politique importante en Amérique du Nord. Déjà, il est question de créer au Québec un grand centre d'information pour sensibiliser le public sur les conséquences économiques des pluies acides. Parce que les sources de cette pollution se trouvent surtout aux États-Unis et en Ontario, cette lutte écologique a de bonnes chances de prendre une certaine coloration nationaliste, voire même anti-impérialiste, ce qui montre les possibilités d'élargissement des luttes écologiques à d'autres luttes d'avant-garde, et de formation de vastes coalitions progressistes comme le suggère Ryerson dans la citation placée en exergue du présent essai.

L'écologisme des années '80 est beaucoup plus pratique et concret que celui du début des années '70. Par exemple, certains jeunes qui ont été sensibilisés aux problèmes de l'environnement et aux solutions possibles à ces problèmes tentent depuis quelques années de se créer des emplois écologiques en se lançant dans le recyclage et la récupération, qui sont devenus par le fait même des pôles importants d'une pratique renouvelée de l'écologisme. Ces récupérateurs continuent d'essayer de mettre sur pied des petites entreprises plus ou moins autogérées, même si le bas prix actuel du papier, du verre et des métaux rend présentement les activités de recyclage difficilement rentables et extrêmement dépendantes du bon vouloir des gouvernements et des entreprises acheteuses. Le ministère de l'Environnement du Québec vient d'octroyer 600 000\$ à 12 groupes qui s'occupent de récupération des déchets. Ceci correspond à environ 130 emplois, en plus de constituer une expérience intéressante de sensibilisation du public à l'environnement, étant donné que ces groupes font appel à la population pour le tri des déchets à la source. Les résultats de ces projets serviront par la suite à l'élaboration de normes obligatoires pour ce qui est de l'uniformisation des formes des contenants et de l'utilisation de matériaux récupérés. Ces 12 groupes constituent donc une avant-garde de praticiens écologistes en ce qui concerne la prévention environnementale.

Quand on parle de l'écologisme des années '80, il ne faudrait pas oublier non plus les militants du cyclisme, surtout ceux du *Monde à bicyclette* qui continuent leur théâtre de guérilla et leur lutte multiforme pour des modes de transport plus écologiques que l'auto et qui viennent de remporter une grande victoire avec l'acceptation des bicyclettes dans le métro. A mon avis, l'aile « vélorutionnaire » du mouvement écologiste va continuer de s'imposer comme l'une des branches les plus dynamiques de ce mouvement durant la présente décennie, d'autant plus que la puissante association Vélo-Québec est en train d'assumer une bonne partie des revendications et même des moyens d'action que *Le Monde à bicyclette* a rendus si populaires depuis un certain nombre d'années. Quant au transport en commun, qui représente l'autre possibilité écologique de remplacement du transport par auto, le groupe

transport 2000 est en voie de s'imposer comme la branche du mouvement écologiste qui le défend avec le plus d'ardeur.

Le gouvernement du Québec prépare une nouvelle politique pour les transports collectifs, surtout dans la région de Montréal, et il est évident que la pression des écologistes y est pour quelque chose.

La question du logement, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, est rapidement devenue elle aussi un domaine clé des luttes des écologistes. En milieu rural, c'est l'autoconstruction et l'architecture écologiste qui semblent intéresser davantage les gens, alors qu'en ville, c'est surtout le problème de la hausse des coûts du chauffage et du prix des loyers et des hypothèques qui les préoccupe. À ce chapitre, mentionnons aussi les victimes de la mousse isolante d'urée-formol (MIUF) qui contestent la pseudo-aide des gouvernements en bonne partie responsables de leurs déboires, qui s'organisent en conséquence, et qui sont en voie de devenir aussi une branche nouvelle et importante de la lutte écologique dans le Québec des années '80. On n'est pas porté spontanément à considérer ces groupes de victimes de la MIUF comme faisant partie du mouvement écologiste, mais il est évident que leur contestation de l'incurie du gouvernement fédéral dans ce dossier de l'isolation des maisons les place en plein cœur de la lutte actuelle pour la protection de l'habitat et de l'environnement.

Un des développements intéressants pour le mouvement écologiste québécois des années '80, c'est la mise en marche récente des consultations auprès des citoyens et des groupes écologistes par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (le BAPE) à l'occasion de la promotion des projets d'envergure qui risquent d'avoir des impacts importants sur l'environnement biophysique et sur les communautés humaines, et qui sont assujettis à la loi de la qualité de l'environnement. Le BAPE invite régulièrement la population et les groupes écologistes à participer à l'évolution de ces projets de développement.

Le processus de consultation du BAPE a lieu en trois étapes. D'abord, il doit y avoir une étude d'impact par le promoteur, une analyse des alternatives au projet proposé, et une justification des besoins auxquels le projet vise à répondre. Ensuite, il y a mise en commun de l'information générale concernant le projet, pour que le public puisse en prendre connaissance. Enfin, il y a présentation de mémoires ou d'opinions orales, à l'occasion principalement d'une audience publique si celle-ci est demandée. En définitive, c'est le conseil des ministres qui décide, mais le processus public de consultation constitue une rude épreuve pour les promoteurs d'un projet. Le seul fait que tout soit public du début à la fin permet à la population et aux groupes écologistes de surveiller et de vérifier ce qui se prépare. C'est un outil parmi d'autres, une tribune idéale pour exercer des pressions, et un moyen formel et légal, utile pour aller chercher de l'information permettant de mener la lutte là et ailleurs. Il y a quelques années, les militants écologistes auraient balayé d'un revers de la main un tel cheminement, lui préférant la voie de la contestation bruyante et

des manifestations de rues. Aujourd'hui, et jusqu'à ce que la preuve soit faite que ces consultations sont inutiles, plusieurs groupes écologistes demanderont qu'il y ait des audiences publiques, et ils y présenteront des mémoires. C'est seulement quand le gouvernement fait des pseudo-consultations qui ne changent rien mais légitiment plutôt ce que lui et les promoteurs veulent, comme ce fut le cas pour les Commissions parlementaires sur l'énergie de 1977 et de 1981, que les groupes écologistes refusent de participer. Ce n'est pas encore le cas pour les consultations du BAPE, qui n'est pas encore très puissant, mais qui fait déjà trembler bien des promoteurs, puisque ceux-ci font des pieds et des mains pour être exemptés du processus. C'est donc dire que pour le mouvement écologiste, en ce qui concerne le BAPE, la chance reste au coureur.

Les avis présentés par le Conseil consultatif de l'environnement au ministre de l'Environnement suite à des études et à des consultations auprès de la population constituent une autre manifestation de la force grandissante des préoccupations écologistes parmi la population québécoise. En février 1981, le Conseil consultatif de l'environnement a émis par exemple un avis sur la pertinence des conseils régionaux de l'environnement que le ministère de l'Environnement du Québec tente de promouvoir et d'implanter dans les diverses régions de la province. Suite à une consultation d'environ 40 groupes québécois intéressés à la conservation et à la protection de l'environnement, le Conseil a émis l'avis que le gouvernement devrait cesser d'essayer de créer des regroupements régionaux dans certaines régions comme Montréal et Québec où les groupes existants n'en veulent pas parce qu'ils sont satisfaits de leurs regroupements ad hoc sur des problèmes précis. Le Conseil veut que le gouvernement mette plutôt l'accent sur l'aide technique et financière aux groupes environnementaux existants et opérant aux niveaux local, régional et provincial, y compris les conseils régionaux déjà créés qui sont représentatifs et voulus par les régions, comme c'est le cas au Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau et dans l'Est du Québec ¹¹. Le Conseil a proposé aussi au ministre de l'Environnement de tripler la part actuelle de son budget consacré aux groupes écologistes à but non lucratif, laquelle se situe actuellement à 200 000 \$ par an, et d'établir des guides d'éligibilité et des normes d'attribution pour minimiser la discrétion dans l'octroi de l'aide financière. Si jamais ces recommandations sont acceptées, on peut prévoir un nouvel essor au plan des programmes d'action de ces groupes dans les années à venir. On peut croire que le ministère continuera cependant à favoriser les regroupements régionaux qui existent déjà en dehors des régions de Montréal et de Québec et que les groupes écologistes locaux et nationaux continueront de défendre leur autonomie tout en acceptant et même en recherchant le plus d'aide possible de Québec (et même d'Ottawa) pour leurs programmes d'action, de rencontres, et de regroupements ad hoc sur des luttes sectorielles ou régionales.

¹¹ Conseil consultatif de l'environnement, *Avis sur la pertinence des Conseils régionaux de l'environnement*. Rapport préparé pour le ministre de l'Environnement. Gouvernement du Québec, Québec, février 1981.

Les rapports entre le mouvement écologiste et les gouvernements ne sont pas toujours des plus harmonieux, et le fait qu'il y a une concurrence entre le fédéral et Québec dans le domaine de l'environnement rend certains groupes vulnérables aux efforts accrus de cooptation du fédéral, qui donne des fonds et les retire à sa guise. Ottawa essaie depuis quelque temps de créer un secrétariat national des groupes environnementaux à Ottawa en faisant miroiter l'appât de quelques milliers de dollars pour des rencontres « nationales » et secondairement pour des rencontres régionales comme celle qui a eu lieu près de Shawinigan à la fin de novembre 1981 pour les groupes québécois. Le but du fédéral semble être de favoriser la centralisation de l'organisation et du contrôle des groupes écologistes, et de développer les contacts entre des ministères fédéraux et des groupes écologistes. Certains des groupes québécois qui ont décidé de participer à ces rencontres l'ont fait surtout par curiosité, et aussi dans le but d'établir les contacts et échanger l'information avec les autres groupes québécois, bien plus que pour faire le jeu du gouvernement fédéral. Certains le font aussi pour signifier au gouvernement du Québec qu'il devrait faire davantage au plan de l'aide financière et de l'amélioration de ses politiques en matière d'environnement.

Quant aux relations des groupes avec le gouvernement du Québec et ses divers ministères qui s'occupent d'environnement, d'énergie, d'agriculture, etc., on peut dire qu'elles sont plutôt tendues, surtout depuis le refus de la plupart des groupes écologistes de participer au mois de l'Environnement en mai 1980 et de participer à la Commission parlementaire sur les plans d'investissements d'Hydro-Québec à l'hiver 1981.

Le ministère de l'Environnement du Québec a actuellement comme priorité la dépollution et l'assainissement des cours d'eaux et des lacs, la question des pluies acides, et l'éducation du public. Il y a aussi un effort de fait pour régionaliser le ministère, mais une tentative s'amorce pour dispenser les requérants de permis de l'obligation d'obtenir des autorisations administratives préalables avant d'exécuter des projets mineurs potentiellement dangereux pour l'environnement. Ce démantèlement d'une partie de l'appareil préventif du ministère se ferait dans le but de faire sortir les fonctionnaires de leurs bureaux pour qu'ils puissent faire de l'inspection de projets durant et après leur exécution, ce qu'ils n'ont pas le temps de faire présentement, et au besoin de révoquer les permis, ce qu'ils n'ont pas le pouvoir de faire actuellement. Les groupes écologistes n'ont pas encore réagi à ce projet ambigu de réforme légale, mais on peut prévoir qu'ils le feront à mesure qu'ils se rendront compte de son caractère rétrograde en matière de protection de l'environnement. En effet, il n'est pas nécessaire de supprimer la prévention pour pouvoir faire du travail correctif.

Le ministère de l'Environnement du Québec n'est pas très chaud à l'égard des groupes écologistes les plus politisés et les plus revendicateurs des régions de Montréal et de Québec. L'aide financière qu'ils reçoivent est insignifiante, en comparaison avec celle que reçoivent par exemple les Conseils régionaux de l'environnement du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau et de l'Est du

Québec, les groupes de récupérateurs, et les Comités de protection des lacs. Il y a un manque de confiance réciproque entre les groupes écologistes les plus politisés et les fonctionnaires, et même si le gouvernement et le mouvement écologiste ont parfois des buts communs (v.g. la régionalisation et l'éducation du public en matière d'environnement, la lutte contre les pluies acides, etc.), il y a peu de communication et de collaboration entre eux, et à mon avis, il y a peu de chances que cette situation puisse s'améliorer considérablement dans un avenir rapproché.

Ce n'est pas du côté du rapport avec les gouvernements et leurs fonctionnaires que les mouvements écologistes québécois des années '80 feront leur percée la plus importante. Ce qui me semble bien plus significatif à l'heure actuelle, c'est le rapprochement grandissant entre le mouvement écologiste québécois et divers autres mouvements sociaux, comme le mouvement des femmes, le mouvement ouvrier et syndical, et le mouvement socialiste naissant.

Depuis quelque temps, on a vu apparaître à l'intérieur de divers groupes écologistes une tendance écoféministe, qui est encore peu organisée mais qui s'affirme de plus en plus. Cette conjoncture entre le mouvement écologiste et le mouvement des femmes est fort compréhensible, quand on considère le haut degré de participation des femmes dans le mouvement écologiste, et la similitude de plusieurs des revendications de ces deux nouveaux mouvements sociaux.

Tous les deux veulent une société plus humaine et sont préoccupés par les atteintes faites à la vie par les technocrates, qui sont bien souvent aussi des phalocrates.

Un sondage SORECOM récent a indiqué que parmi les jeunes, les deux mouvements sociaux considérés comme les plus importants pour les années à venir sont le mouvement écologiste et le mouvement féministe. Des revues comme *Le temps fou* et *La vie en rose* expriment assez bien l'alliance qui est en train de s'opérer entre ces deux mouvements. Le mouvement écologiste est l'un des seuls mouvements sociaux québécois, à l'exception bien sûr du mouvement des femmes, où les femmes jouent actuellement un rôle de premier plan, égal à toutes fins pratiques à celui des hommes, malgré les relents de chauvinisme et de sexisme qu'on y rencontre, et qui s'expriment par le fait que les hommes sont portés à prendre la vedette tandis que les femmes font plus souvent qu'à leur tour le travail plus obscur et plus ingrat.

Il y a aussi un rapprochement qui est en voie de se forger entre le mouvement québécois de solidarité internationale et le mouvement écologiste. Des organismes comme le Centre international de solidarité internationale, Développement et Paix, SUCO, Atelier Tiers-Monde, et Carrefour international par exemple manifestent de fortes préoccupations écologistes dans leur travail d'aide au Tiers-Monde. Il existe même une coalition canadienne de groupes intéressés par le rapport entre environnement, énergie et Tiers-

Monde, qui s'appelle le Projet énergie pour le développement, auquel participent des groupes québécois. Quant aux groupes écologistes, ils sont de plus en plus sensibilisés aux problèmes de la faim dans le monde, de la surpopulation, du pillage des ressources des pays pauvres, de l'échange inégal. Tout récemment, la SVP, qui fait partie du Projet énergie pour le Tiers-Monde, a organisé un colloque sur les énergies douces dans le Tiers-Monde, après avoir envoyé une délégation à la conférence de l'ONU sur les énergies nouvelles à Nairobi, au Kenya en août 1981. De plus, un intérêt grandissant se dessine au Québec pour ce qu'on appelle l'éco-développement, c'est-à-dire le développement écologique par les technologies appropriées et la lutte contre l'exploitation éhontée des ressources du Tiers-Monde par les pays riches.

On rencontre aussi une préoccupation semblable de rapprochement entre le mouvement écologiste d'une part et le mouvement autogestionnaire d'autre part. La revue *Possibles*, par exemple, ainsi que la revue *Our Generation*, publient des articles favorables à l'écologisme, alors que plusieurs des écologistes de leur côté se disent aussi autogestionnaires et socialistes libertaires, partisans de l'État minimum. Certains en viennent même à définir l'écologisme comme étant la technologie douce plus la recherche de l'autogestion.

Le rapprochement entre contre-culturels et écologistes est trop bien connu pour qu'il soit nécessaire d'y insister de nouveau ici. Par ailleurs, on voit aussi se dessiner depuis quelque temps une convergence entre les chrétiens engagés qui sont de plus en plus actifs dans les luttes écologistes anti-nucléaires. Il y a même eu récemment la publication d'un document-choc sur l'environnement par les évêques du Québec¹², qui se sont signalés dans le passé récent par leur appui à la lutte très importante pour la protection de nos forêts et surtout de ceux qui y travaillent.

Une autre caractéristique frappante du mouvement écologiste québécois des années '80, c'est son implantation solide dans les diverses régions du Québec, et ses rapports de collaboration grandissante avec les mouvements régionalistes qui se développent sur le territoire québécois. Montréal, à cause de sa population, reste sans contredit le centre le plus important pour ce qui est du mouvement écologiste, mais il existe maintenant une multitude de groupes actifs en province. Seulement ces derniers mois, il y a eu le Colloque des écologistes à Ste-Luce sur Mer près de Rimouski, la rencontre des groupes écologiques du Québec au camp Minogami près de Shawinigan, les mardis de l'écologie à Alma, les mercredis de l'environnement à Sherbrooke, et j'en passe. Il existe même un village écologique et quasi autosuffisant à St-Lin, et dans tous les coins du Québec, et on peut trouver un nombre considérable de praticiens de l'écologisme qui vivent sur des fermes dont ils essaient de tirer leur subsistance.

¹² Les Chrétiens et l'environnement, *Le comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec*, secrétariat de l'A.E.Q., Montréal, 1981.

Quant aux rapports du mouvement écologiste avec le mouvement syndical et ouvrier, c'est à travers le Sommet populaire II de Montréal, organisé conjointement par les groupes populaires et par les syndicats de la région de Montréal, que la jonction est en train de s'opérer. Ce sommet populaire II de Montréal a eu lieu les 2-3-4 avril 1982. Trois des 10 comités ou fronts de lutte ont traité de façon plus immédiate des questions d'environnement: le comité *Transport*, le comité *Logement et aménagement urbain*, et surtout le comité *Écologie, énergie et plein emploi*. Ce dernier comité a suggéré qu'une industrie québécoise à technologie appropriée, faisant appel aux énergies alternatives, pourrait permettre aux Québécois d'accéder à une meilleure qualité de vie dans une société moins polluante qui assurerait de l'emploi à plus de monde. Pour atteindre ce but, ce comité a proposé une plate-forme de revendications centrée sur les quatre grandes lignes suivantes: la santé et la sécurité au travail, l'amélioration de la qualité de la vie, les conversions industrielles et agricoles, et enfin, l'information et la sensibilisation. Il y a des revendications qui s'adressent au gouvernement, et d'autres qui sont faites aux employeurs¹³. L'atelier exige une politique de santé et sécurité qui éliminerait à la source les risques d'intoxication et d'accidents, la transformation des industries polluantes et des industries militaires, le développement d'un programme global de santé préventive, et le droit individuel et collectif de cesser tout travail jugé dangereux pour soi ou pour la collectivité (sans pénalité), le droit d'inspection et d'enquête syndicale et le droit au médecin de son choix. Au plan de l'amélioration de la qualité de la vie, l'atelier demande un revenu minimum garanti pour tous, une politique de plein emploi, l'arrêt des coupures d'assurance-chômage, le droit à un environnement sain, la construction et la rénovation de logements qui ne gaspillent pas l'énergie, la réduction du temps de travail et le contrôle du temps supplémentaire, et un mois de vacances annuelles payées. Quant aux conversions industrielles et agricoles, l'atelier demande une politique énergétique, industrielle et agricole basée sur les besoins réels, dans une perspective d'autonomie et non d'exportation, le plein emploi et la création de nouveaux emplois dans les domaines du recyclage, des énergies alternatives, de la conservation, du transport en commun, de l'information et de l'organisation communautaire de l'habitation et de la santé, la mise sur pied d'un organisme anti-fermetures, responsable aussi des conversions industrielles et agricoles, et l'institution de cours sur la santé-sécurité intégrés au temps de travail. Enfin au plan de l'information et de la sensibilisation, l'atelier exige des cours d'écologie dès le primaire, et l'accès du public aux dossiers gouvernementaux.

La question de l'emploi est un terrain de rencontre idéal pour le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste, car il apparaît de plus en plus évident qu'une préoccupation pour les questions de dépollution et d'économie d'énergies et d'énergies douces créera plus d'emplois et des emplois plus sécuritaires et plus intéressants que le développement des énergies d'origine fossile ou nucléaire.

¹³ Stuart Stilitz, « Le monde syndical: le RSN voudrait avoir votre avis », *Transitions*, vol. 5, no 1, hiver 1981-1982, p. 15. Voir aussi Jean-Guy Vaillancourt, « Sommet populaire II de Montréal », *De toute urgence*, vol. XII, no 3, déc. 1981, pp. 404-405.

La décision prise durant le Sommet populaire II de créer une organisation conjointe permanente réunissant des militants des syndicats et des groupes populaires augure bien pour la continuation de la collaboration entre le mouvement écologiste, qui était présent en force au Sommet populaire, et le mouvement syndical.

En somme, du côté du mouvement écologiste, depuis la publication du manifeste écologique du Regroupement écologique québécois en novembre 1978, qui a identifié le système de domination et d'exploitation capitaliste comme étant la principale cause du pillage de notre environnement, et qui proposait aux écologistes de collaborer plus activement avec le mouvement syndical et les autres mouvements progressistes, la prise de conscience de la nécessité de faire converger le mouvement écologiste et le mouvement ouvrier n'a pas cessé de s'accroître à travers plusieurs projets communs.

Dans le mouvement écologiste québécois actuel, il n'est pas question pour l'instant de créer un parti écologiste qui mènerait des luttes électorales partisans, mais plutôt de continuer le travail d'éducation et de sensibilisation, de créer des alliances et des coalitions, et de jouer un rôle dans certains des groupes politiques de gauche qui existent actuellement au Québec. Il y a cependant un phénomène important qui est en train de se produire au plan électoral aux États-Unis parmi les groupes conservateurs et environnementalistes puissants comme le Sierra Club, et qui pourrait avoir un impact au Québec dans les années à venir. Ces groupes américains ont décidé de commencer à appuyer certains candidats indépendants ou des partis existants, qui sont favorables aux revendications écologistes. Il se peut donc, comme ce fut le cas dans le comté d'Outremont où le Parti libéral présentait le pro-nucléaire notoire Pierre Fortier, que les groupes écologistes fassent un effort considérable pour combattre les candidats les plus anti-écologistes dans les élections futures.

En général, les groupes et les partis de la gauche la plus orthodoxe et dogmatique tels les marxistes-léninistes, les trotskystes et les staliniens, ont de la difficulté à concilier leur marxisme avec les nouvelles exigences anti-productivistes mises de l'avant par le mouvement écologiste. Mais même là, on sent que les luttes de ce mouvement sont perçues de plus en plus comme étant importantes et même progressistes, alors qu'il y a quelques années, tout le mouvement écologiste était considéré par eux comme quelque chose de réactionnaire.

Dans les écrits des deux groupes socialistes québécois qui attirent beaucoup d'intérêt depuis peu, le Regroupement pour le socialisme et le Mouvement socialiste, la question écologique prend une place très importante. Le dernier chapitre d'un livre publié par quatre des leaders du Regroupement

pour le socialisme se termine par une section sur le Front écologique qui clôt sur les interrogations suivantes ¹⁴:

Mais en fait, les revendications écologiques ne posent-elles pas un problème gigantesque au capitalisme particulièrement dans la conjoncture de crise structurelle actuelle du système (modernisation, dépenses, recyclage, etc.) ? Jusqu'à quel point la problématique écologique ne constitue-t-elle pas ces années-ci un front privilégié pour affaiblir le capitalisme ? D'autre part, en jonction avec des organisations inscrites dans une lutte sociale plus globale (syndicale ou politique), le mouvement écologique ne pourrait-il pas apporter aux militants syndicaux et politiques une vision nouvelle plus large de la société à construire ? Une société dans laquelle la conservation de la vie, la qualité de la vie ne seraient pas des expressions creuses, une société critique face au productivisme, à l'idéologie de la croissance.

Quant au Mouvement socialiste, quoi qu'en disent certains, lui aussi accorde une place importante à la lutte écologiste, à côté des quatre axes (socialisme, démocratie, indépendance, et égalité des sexes) qui caractérisent son option de base.

Dans un article au *Devoir*, l'écologiste bien connu Michel Jurdant reproche au Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes de n'être point suffisamment écologiste. Même si les militants écologistes qui ont participé à la rédaction de ce manifeste n'ont pas insisté pour ajouter l'axe écologique comme cinquième dimension dans le nom du mouvement et dans le titre du manifeste, les préoccupations écologiques furent très présentes dans les discussions de l'ex-Comité des Cent, et jusque dans la version finale du Manifeste.

Je voudrais ici relever les principales références écologistes qu'on rencontre dans le Manifeste, pour montrer comment la critique de Michel Jurdant me semble injuste et incomplète.

Dès le deuxième paragraphe du manifeste, dans le diagnostic sur la crise mondiale actuelle, il est fait mention de la course aux armements, de l'exploitation, de la misère et de la faim dans le Tiers-Monde, et au droit des peuples de disposer de leurs ressources naturelles. Une phrase lapidaire y résume la situation présente: « Le gaspillage et la détérioration de l'environnement s'accroissent ¹⁵ ».

Un peu plus loin, il est question aussi de la santé et de la sécurité des travailleurs qui sont affectés par le travail en continu et le travail de nuit, par un manque de période de repos et un manque d'espace, par « de la machinerie

¹⁴ Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années '80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Librairie socialiste de l'Est du Québec, Rimouski, 1980, p. 85.

¹⁵ Le Comité des Cent, Pour un *Québec socialiste*. Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité des hommes et des femmes, Montréal, Mouvement socialiste, 1981, p. 5.

bruyante, du froid, de la chaleur trop élevée, des produits dangereux... Ces détériorations constantes des conditions de travail se répercutent de façon plus globale sur la qualité de vie en général, de telle sorte que la très grande majorité des Québécois perdent leur vie à la gagner ¹⁶ ».

Quelques pages plus loin, dans l'analyse des causes de la crise, il est fait mention des compagnies qui « encouragent la surconsommation et le gaspillage. Elles sont les principaux responsables de la pollution de l'air et des eaux, de l'épuisement des sols et des ressources ¹⁷ ». Cette partie du manifeste mentionne aussi le « scandaleux pillage de nos richesses naturelles qu'on transporte aux États-Unis pour les transformer en produits finis, lesquels on viendra par la suite nous revendre au gros prix ¹⁸ ».

Après avoir posé les questions: « Qui décide des besoins de la population, de la répartition des ressources.... des politiques énergétiques... ? Quel contrôle avons-nous sur nos vies, notre environnement, nos quartiers, nos villages et nos villes ¹⁹ ? », le manifeste en vient à citer en exemple de résistance de combativité et de solidarité des classes ouvrière et populaire, « ... les luttes et revendications du mouvement écologique » qui contribuent à l'élaboration « d'un projet d'une société radicalement nouvelle et affirment de plus en plus la nécessité d'une transformation en profondeur de la société québécoise dans le sens de leurs intérêts et de leurs espoirs collectifs ²⁰ ».

L'accent qui est mis sur la socialisation plutôt que sur l'étatisation, sur les débats publics et les choix démocratiques plutôt que sur la planification autoritaire et centralisée, sur le contrôle à la base et les besoins réels plutôt que sur l'organisation hiérarchique et les rapports de domination, indique très bien aussi que les préoccupations des signataires du manifeste sont assez proches de celles des écologistes politiques et des écosocialistes. Le passage suivant par exemple, représente un genre de critique qu'on rencontre constamment dans les écrits de ces écologistes:

Ce n'est pas une minorité de capitalistes se cachant derrière de pseudo-lois du marché, ni une minorité de technocrates et de ministres se couvrant du voile mystérieux de leurs expertises mais l'ensemble du peuple travailleur qui doit décider à travers des mécanismes démocratiques qu'il faudra élaborer collectivement... des choix dans le domaine de l'énergie, des orientations du développement, bref de l'ensemble de ces décisions qui, plus que toutes les autres déterminent les conditions de vie et de travail ²¹.

Accuser le Comité des Cent d'avoir sombré dans l'économisme, le productivisme et le marxisme orthodoxe parce qu'il utilise l'expression « classe

¹⁶ Ibid., pp. 9-10.

¹⁷ Ibid., p. 17.

¹⁸ Ibid., p. 23.

¹⁹ Ibid., p. 25.

²⁰ Ibid., pp. 30-31.

²¹ Ibid., pp. 36-37.

ouvrière et classes populaires » et qu'il parle de socialisation des moyens de production relève de la plus haute fantaisie. D'ailleurs, les groupes marxistes orthodoxes lui reproche précisément le contraire, c'est-à-dire d'abandonner le rôle de leadership de la classe ouvrière et du parti et les concepts de lutte de classes et de dictature du prolétariat.

Comme on l'a vu, ce manifeste représente un effort réel pour tenir compte des revendications des écologistes et pour les conjuguer avec les demandes des autres mouvements progressistes qui luttent actuellement au Québec pour un changement de société. Il est donc pour le moins exagéré de prétendre que le mouvement socialiste n'est pas ouvert aux luttes environnementales. Ce manifeste vient peut-être vingt-cinq ans en retard et il pourra sans doute être amélioré au plan écologique dans les années à venir, mais on peut au moins dire à son sujet: mieux vaut tard que jamais!

Au lieu de constamment chercher à opposer entre eux les mouvements sociaux progressistes, on devrait plutôt, il me semble, chercher à les unir, comme le font actuellement certain(e)s écologistes qui militent avec le mouvement syndical au sommet populaire et à la CSN. En effet, ceux qui veulent créer un parti écologiste, ou un parti féministe, ou un parti indépendantiste, ou des partis régionalistes, ou un parti anarchiste, ou même un parti socialiste qui ne tiendrait pas compte des autres luttes progressistes, ne font que diviser les forces face à des adversaires passablement unis.

Une véritable convergence entre le mouvement ouvrier et la gauche d'une part, et le mouvement écologique et les autres nouveaux mouvements sociaux, d'autre part, ne pourrait qu'avoir des effets bénéfiques pour eux tous, non seulement parce que « l'union fait la force », mais aussi parce qu'une telle coalition progressiste serait avantageuse au plan du raffinement de l'idéologie, et de sa diffusion sur une base plus large, au plan de l'accroissement du radicalisme et de l'action directe, et au plan du rajeunissement des participants et de la revitalisation des tactiques et des stratégies de combat. Le mouvement écologiste, comme la plupart des autres mouvements sociaux d'ailleurs, a un apport très important à apporter à la lutte pour la transformation de la société dans une direction plus humaine, car il ne se meut pas uniquement dans la sphère de la production économique, ou dans celle du combat politique ou dans celle de la culture, mais il oeuvre à tous ces niveaux tout en résistant en plus contre ce qui attaque les bases organiques de la vie humaine. Stanley Ryerson, dans l'interview qu'il a donnée à la revue *Conjoncture* et dont j'ai cité un extrait au tout début de cet article, avait donc raison de l'inclure dans la future coalition de l'avenir humain.

Fin du texte.